

Objekttyp: **Miscellaneous**

Zeitschrift: **Ingénieurs et architectes suisses**

Band (Jahr): **122 (1996)**

Heft 8

PDF erstellt am: **27.06.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'ingénieur, l'architecte et la pensée unique

Par Jean-Pierre Weibel,
rédacteur en chef

Le *World Economic Forum* de Davos rassemble chaque année des chefs d'entreprise, des journalistes spécialisés et de médiatiques hommes politiques venus de tous les horizons. Sans aller jusqu'à la qualifier de grand-messe, cette rencontre se veut l'occasion de réaffirmer la doctrine salvatrice de notre monde en péril.

Le 9 février dernier, le *Journal de Genève et Gazette de Lausanne* intitulait « Le World Economic Forum, ou la réunion de la pensée unique » le compte rendu qu'il lui consacrait. Le chroniqueur justifiait ce titre en résumant le consensus attendu de la part des personnalités réunies à Davos : il n'existe point d'autre salut que dans la « flexibilité », la « déréglementation » et la « rigueur ».

Passons sur « la nécessité de "flexibiliser" un marché du travail trop rigide et détendre les filets trop serrés de la sécurité sociale » : il appartient aux syndicats de débattre de ce postulat.

Ce qui gêne, c'est la légitimité que s'arrogent des hommes d'affaires pour intervenir devant l'opinion publique sur des questions éminemment politiques. Il ne s'agit pas de petits brasseurs de modestes affaires, mais de la Table ronde européenne, groupant 45 dirigeants de grandes entreprises sous la houlette du PDG de Nestlé. Après le *Livre blanc* de M. de Pury et ses pairs, on se demande bien quel rôle reste aux hommes politiques dans la conduite d'un pays, si ce n'est d'appliquer les recettes des grands capitaines d'industrie. Le président de la Confédération Jean-Pascal Delamuraz peut bien rappeler que la maximisation des profits n'autorise pas à oublier le rôle et la dignité de l'individu, on ne fait que l'écouter poliment : il ne serait que l'un de ces « politiciens frileux, dont la vision s'arrête aux frontières de leur seule circonscription électorale » (source citée ci-dessus).

Les ingénieurs et les architectes suisses s'inquiètent des menaces que le législateur fait peser sur les conditions matérielles de l'exercice indépendant de leur profession par le biais de la loi sur la concurrence. Le message de Davos est bien plus menaçant : la mondialisation de la concurrence étant la clé du succès et l'économie primant sur toute autre considération, on peut imaginer à quelle sauce pourraient être mangés la majorité des bureaux d'étude, face à des groupes internationaux dont les projets seraient élaborés dans les pays offrant le cadre économique le plus avantageux.

Les perspectives ouvertes par la fusion de deux géants de la chimie bâloise illustrent fort bien ce qu'on peut attendre chez nous de la primauté de l'économie sur la politique. En effet, les conséquences sociales en seront douloureuses, avec un impact politique et économique face auquel nos magistrats sont largement impuissants.

Les suppressions d'emplois affaiblissent le pouvoir d'achat global et transfèrent les charges sociales vers les collectivités publiques. Or la réduction du déficit budgétaire des Etats constitue l'une des priorités des acteurs du Forum de Davos : il paraît inévitable que les grands travaux publics soient affectés par ce credo. On sait l'importance que revêtent les commandes publiques, non seulement pour l'existence des professionnels de la construction, mais également pour la qualité de l'environnement construit. L'ensemble de notre cadre culturel sera-t-il largement contrôlé par des chefs d'industrie et des *leaders* économiques pour lesquels la rentabilité prime sur les autres critères de la créativité ?